

*Questions orales*

de l'autre côté de la Chambre m'eut été utile le 1<sup>er</sup> février, l'année dernière, mais ils ne me l'ont pas donné.

**M. Hnatyshyn:** Vous avez ruiné l'ouest du Canada.

## LES CONSÉQUENCES DES POLITIQUES DU GOUVERNEMENT

**M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest):** C'est incroyable, monsieur le Président, le vice-premier ministre ne croit-il pas qu'en instaurant un programme comme le Programme énergétique national et que l'on provoque un exode de capitaux se chiffant à 17 milliards de dollars, on exporte des emplois à l'étranger? Le vice-premier ministre ne croit-il pas qu'en augmentant le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau, on pousse les agriculteurs à la faillite? Ne pourrait-on pas modifier ces politiques fédérales, ce qui permettrait de créer des emplois? Le gouvernement modifiera-t-il ces politiques?

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. Jean-Luc Pepin (premier ministre suppléant):** Monsieur le Président, je suis très heureux de rappeler à mon collègue, qui l'a peut-être oublié—il a la mémoire très très courte pour ces choses là—que l'un des plus fervents partisans de la mesure que j'essayais de présenter à la Chambre en février 1983 était le gouvernement de l'Alberta.

## LE CHÔMAGE DANS LA RÉGION DE L'ATLANTIQUE

**M. Tom McMillan (Hillsborough):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Le ministre des Finances et son porte-parole, le ministre d'État (Finances), s'enorgueillissent de la relance de l'économie. Et, pourtant, dans la région de l'Atlantique, il y a 8,000 chômeurs de plus cette année que l'an dernier. Le taux de chômage dans cette région atteint les 15.2 p. 100. Des entreprises comme la Canada Packers, dans ma province, et d'autres dans toute la région, ferment leurs portes. Si c'est là ce qu'on appelle la relance, grand Dieu! qu'est-ce que la récession? Jusqu'à quel point la situation doit-elle se dégrader dans la région avant que le gouvernement prenne la chose au sérieux?

**L'hon. Roy MacLaren (ministre d'État (Finances)):** Monsieur le Président, le député d'en face a effectivement attiré notre attention sur le grave problème du chômage dans sa région. Nous sommes au courant.

**M. Forrestall:** Il est à peu près temps que quelqu'un le fasse.

**M. MacLaren:** Toutes les régions du pays connaissent un taux de chômage inquiétant et cela nous préoccupe vraiment de ce côté-ci de la Chambre. Le député d'en face voudra bien se rappeler que depuis le début de la récession le Canada a fait des progrès remarquables du point de vue de la création d'emplois. Nous avons aussi connu une croissance sans précédent de la main-d'œuvre active, une croissance considérablement plus forte que celle enregistrée dans les autres pays industrialisés membres de l'OCDE.

Le député oublie que, si le taux de chômage dans la région de l'Atlantique comme partout au Canada continue d'être élevé, cela s'explique en grande partie du fait que la croissance de notre main-d'œuvre active est plus forte que jamais.

## ON DEMANDE AU MINISTRE DE PARTICIPER À L'ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT POUR LA RÉGION DE L'ATLANTIQUE

**M. Tom McMillan (Hillsborough):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre d'État aux Finances. Plus tôt pendant la période des questions, le ministre a mentionné certains projets dans lesquels le gouvernement a versé de l'argent, notamment dans la région de l'Atlantique. Je reconnais que le gouvernement a appuyé des projets comme le collège vétérinaire régional de l'Atlantique dans ma propre région. Par ailleurs, le ministre ne se rend-il pas compte que les avantages de ces programmes de fortune et à court terme se trouvent annulés par les politiques financières et monétaires étroites du gouvernement? Dans l'affirmative, s'abouchera-t-il lui-même ou recommandera-t-il au ministre des Finances de s'aboucher avec les quatre ministres des Finances de la région de l'Atlantique aux fins d'élaborer une stratégie d'ensemble à l'intention de la région, et ce de toute urgence? Fera-t-il quelque chose de plus concret que donner à la Chambre des communes et aux habitants de la région de l'Atlantique un discours sur la macro-économie?

**L'hon. Roy MacLaren (ministre d'État (Finances)):** Monsieur le Président, si le député d'en face veut un peu plus de précisions, je peux lui en donner. Il a soulevé la question des projets spéciaux de relance dans la région de l'Atlantique. Ces projets sont allés de l'avant et ils ont été couronnés de succès. Ils ont créé des emplois. Ils ont créé des conditions susceptibles de favoriser la croissance du secteur privé. Le député devrait comprendre que plus de 60 p. 100 des fonds affectés à ce programme ont été dépensés jusqu'ici. A l'heure actuelle, 96 p. 100 des projets ont été lancés et ils ont créé des avantages directs tant pour sa région que pour l'ensemble du Canada.

En outre, comme nous l'avons dit plus tôt, le gouvernement a mis sur pied des programmes de recyclage et d'autres programmes de création d'emplois qui ont profité à sa région de même qu'à l'ensemble du pays. Une chose qui est peut-être plus importante que les projets à court terme que j'ai mentionnés et auxquels le député a fait allusion, c'est que le taux d'inflation a baissé au Canada depuis un an et demi. Nous avons augmenté la productivité. Nous avons augmenté notre commerce d'exportation. Nous avons créé des conditions susceptibles de favoriser une hausse de la productivité et de notre compétitivité à l'échelle internationale. C'est là qu'on va créer des emplois. Oui, on va créer des emplois là et dans le secteur de la petite entreprise, laquelle profitera des encouragements fiscaux et des changements apportés à la fiscalité dans le dernier budget. Voilà comment nous créerons des emplois au Canada de façon à faire face à cette augmentation marquée, mais temporaire, du nombre de nouveaux venus dans la main-d'œuvre active.

**Mlle MacDonald:** Elle est temporaire, mais elle dure depuis quatre ans.